



## Campagne VÊTEMENTS PROPRES

# Le travail des enfants et les mauvaises conditions de travail restent la norme dans la fabrication des ballons de football

8 juin 2010



**T**reize ans après l'engagement solennel de l'industrie et des marques à mettre un terme au travail des enfants dans la couture des ballons de football, un nouveau rapport diffusé par la Campagne Vêtements Propres fait le point sur les conditions de travail dans ce secteur.

1996, à la veille d'une précédente Coupe du monde, les images d'enfants pakistanais cousant des ballons de football pour 0,06 dollars par heure crèvent les écrans. Face au scandale, des marques de sport, des industriels, des gouvernements et d'autres parties prenantes s'engagent à éliminer le travail des enfants dans ce secteur. En 1997, ils scellent leur engagement dans l'Accord d'Atlanta<sup>1</sup>.

Treize ans plus tard, à quelques heures du premier coup de sifflet de la Coupe du monde 2010, il est temps de dresser un bilan. Le

rapport de ILRF<sup>2</sup> (International Labor Rights Forum) diffusé par la Campagne Vêtements Propres<sup>3</sup> présente les éléments clés d'une recherche réalisée dans les quatre plus importants pays de production de ballons de football, le Pakistan, l'Inde, la Chine et la Thaïlande.

Force est de constater que le travail des enfants est toujours bien présent dans cette industrie au Pakistan, surtout à domicile. Il est également présent de manière importante en Inde.

Plus grâve encore, l'attention quasi exclusive accordée à l'éradication du travail des enfants dans de nombreux accords sectoriels et programmes de monitoring a laissé dans l'ombre

**Dans le district de Meerut en Inde, 9% des garçons et 18% des filles âgés de 6 à 17 ans cousent des ballons à temps plein, tandis que 43% des garçons et 57% des filles combinent école et couture de ballons.<sup>4</sup>**

les graves problèmes touchant les travailleurs adultes, risquant ainsi de miner les efforts orientés vers les enfants.

Les initiatives prises dans le secteur n'ont par exemple pas pris en compte la grande faiblesse des salaires, la précarité des contrats d'emploi et les mauvaises conditions de travail.

### Des conditions de travail très précaires

Au Pakistan, en Inde, en Chine, la plupart des usines continuent à sous-traiter l'opération de couture, très intensive en main-d'œuvre, à des travailleurs employés dans des centres de couture ou à domicile. Cette segmentation de la filière rend

<sup>1</sup> Atlanta Agreement, <http://www.imacpak.org/atlanta.htm>

<sup>2</sup> Correspondant de la Campagne Vêtements Propres aux Etats-Unis

<sup>3</sup> Dans le cadre de l'Alliance Play Fair réunissant la Campagne Vêtements Propres internationale, la CSI et Global Union

<sup>4</sup> « Child Labour in Football Stitching Activity in India : A case study of Meerut District in Uttar Pradesh » – ILRF, BBA, 2008

particulièrement difficile le contrôle du processus de production et de sa conformité vis-à-vis de normes d'emploi. Mais les nombreux témoignages recueillis et compilés par ILRF montrent que l'emploi précaire est la norme pour les couseurs de ballons.

**Pakistan : Salim a 28 ans. Il travaille pour l'entreprise Capital depuis 13 ans mais est toujours considéré comme travailleur temporaire sans accès au système de sécurité sociale. Il vit avec sa famille dans une petite maison de torchis et ne dispose d'aucune autre facilité que l'accès à l'eau et à l'électricité. Salim travaille sans pause de 9 heures du matin à 5 heures du soir et gagne maximum 5200 Roupies pakistanaises (51 €) chaque mois. Pour couvrir les dépenses du ménage, il lui en faudrait au moins 10.000 (98 €). Son espoir pour le futur : envoyer ses enfants à l'école pour qu'ils soient éduqués et acquièrent d'autres compétences que la seule couture des ballons.**

La prévalence de contrats de travail occasionnel ou temporaire, entraîne de fréquentes et sérieuses violations des droits des travailleurs. Salaires sous le minimum légal qui ne permettent pas de couvrir les besoins essentiels, inéligibilité d'accès à la protection sociale et aux soins de santé, négation du droit des travailleurs sans statut formel de s'associer en syndicat et de négocier collectivement.

Les interviews de travailleurs employés dans un centre de couture et à domicile pour le compte d'un fabricant pakistanais ont révélé que tous ces travailleurs étaient employés sur une base occasionnelle et presque

tous payés en-dessous du minimum légal. Dans le filière de production du même fabricant les travailleurs faisaient état de discriminations basées sur le sexe. Les travailleuses à domicile perçoivent les plus faibles salaires et vivent sous la menace constante de perdre leur emploi en cas de grossesse.

Des abus similaires ont été observés en Inde et en Chine. Certains centres de couture indiens ne disposent pas de toilettes, ni mettent de l'eau potable ou un service sanitaire à disposition des travailleurs. Dans une usine chinoise les travailleurs prenaient régulièrement de 14 à 15 heures par jour et jusqu'à 21 heures par jour durant la période de pointe sans un seul jour de repos en un mois.

#### Une responsabilité sectorielle

Le rapport présente également une analyse d'initiatives entreprises dans le secteur, à savoir IMAC (Independent monitoring association for child labor) au Pakistan, la SGFI (Sport Goods Foundation) en Inde, la certification SA8000 et le système de labellisation du commerce équitable de FLO.

Tant IMAC que SGFI souffrent de manque de transparence sur leur gouvernance et souffrent du manque de durabilité financière et de capacité humaine. Ces limites sèment le doute sur leur capacité à mener à bien des activités qui iraient au-delà de l'identification de cas de travail d'enfants.

Ce rapport attire l'attention sur des entreprises (marques de seconde zone, distributeurs ou intermédiaires) qui sont rarement sous les feux de l'actualité internationale et qui de ce fait ne subissent pas autant de pression pour respecter les droits des travailleurs. Ces entreprises n'ont

pas pris d'initiatives sérieuses pour résoudre les problèmes auxquels les travailleurs font face dans le secteur.

Au-delà de leur participation ou non à des initiatives de monitoring et à d'autres programmes, il serait grand temps que les entreprises se penchent sur l'impact de leurs pratiques d'approvisionnement. Et dans ce domaine toutes les entreprises acheteuses y compris les grandes marques ont de quoi balayer devant leurs portes.

Ce rapport conclut en affirmant la nécessité de repenser les stratégies mises en œuvre par les entreprises pour encourager leurs fournisseurs à tenir compte de normes solides en terme d'emploi.

Il plaide ardemment pour agir immédiatement afin de garantir un salaire décent, le recours à une main-d'œuvre autant que possible permanente et l'amélioration des conditions de travail. Il estime essentiel qu'une collaboration structurée soit mise en place entre toutes les parties, y compris les travailleurs concernés, les syndicats locaux, l'industrie, les producteurs locaux et des ONG.

FIN

